

# SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

## COMITÉ SYNDICAL DU 18 SEPTEMBRE 2025

Convocations adressées le : Vendredi 12 septembre 2025  
Nombre de délégués titulaires présents : 09  
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 0  
Nombre de pouvoirs attribués : 0  
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 09  
Nombre de titulaires en exercice : 14

### **Titulaires présents :**

Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ;  
Armelle GALLOT LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Franck MAZET ;  
Laurent RAYMOND.

### **Suppléants à voix délibérative :**

Nathalie SAVATON.

### **Suppléants sans voix délibérative :**

*Néant.*

### **Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :**

*Néant.*

### **Absents excusés :**

Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU.

### **Secrétaire de séance :**

Armelle GALLOT-LAVALLEE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Par délibération du 17 novembre 2022, le Comité syndical a accordé, pour une durée de 3 ans, une exonération du versement mobilité au bénéfice de l'association Tours Emploi Service pour son établissement situé 37 rue Gay Lussac à Tours.

La durée de l'exonération arrivant à échéance, l'association a sollicité son renouvellement par courrier en date du 13 mai 2025.

En application de l'article L 2333-64 du Code général des collectivités territoriales, trois conditions cumulatives doivent être réunies pour accorder l'exonération du versement mobilité :

- être une fondation ou une association à but non lucratif ;
- être reconnue d'utilité publique ;
- exercer une activité à caractère social.

Après vérification, il ressort que l'association Tours Emploi Services est une association intermédiaire.

Les associations intermédiaires sont des associations qui ont pour objet l'embauche de personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles, afin de faciliter leur insertion dans le monde du travail en les mettant, à titre onéreux, à la disposition de personnes physiques ou morales dans des conditions dérogatoires du droit commun relatif au travail temporaire. Compte tenu des multiples aspects de cette dérogation (relatifs au contrat de travail et à la fiscalité), seules les associations qui ont signé une convention avec l'Etat au titre de l'insertion par l'activité économique sont qualifiées d'associations intermédiaires.

Les associations intermédiaires peuvent bénéficier d'une exonération de cotisations patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales sur les rémunérations des salariés mis à disposition dans la limite de 750 heures travaillées. Elles sont également exonérées des contributions Fnal et versement mobilité.

En l'espèce, l'association Tours Emploi Services est une association intermédiaire.

Aussi, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

**Vu** la demande d'exonération formulée par l'Association Tours Emploi Services ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2333-64 ;

- **ACCORDE** pour une durée de 3 ans, l'exonération du versement mobilité au bénéfice de l'association Tours Emploi Service pour son établissement situé 37 Rue Gay Lussac à Tours.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

**Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,**

<p>La secrétaire de séance,</p>  <p>Armelle GALLOT-LAVALLEE</p> 	<p>Pour le Président et par délégation, La Directrice,</p>  <p>Soazig LE GUEN</p>
--	--